

Fédération Syndicale Unitaire Lozère

Espace Jean Jaurès Rue Charles Morel 48000 MENDE

Tél: 04 66 49 15 90 - Courriel : fsu48@fsu.fr - Site : [fsu48](http://fsu48.fr)

« *Le mot résister doit toujours se conjuguer
au présent* » (Lucie Aubrac)

La situation que nous traversons est particulièrement difficile. Les choix politiques libéraux mis en œuvre depuis trop longtemps brisent les solidarités, cassent les acquis sociaux, pourtant conquis de haute lutte (retraites, droits sociaux...), détruisent les services publics au profit du tout commerce (santé, protection sociale, Ecole...), font souffrir l'immense majorité de la population à l'exception de quelques 1^{ers} de cordées toujours plus choyés, et présagent d'un avenir funeste (dérèglement climatique, conflits en cours, montée de l'extrême droite, discriminations sociales, genrées et racistes toujours plus fortes).

Dans ce contexte, le Président, lors de ses vœux, a annoncé avec un ton martial, vouloir «réarmer» le pays pour tenter de masquer tous les échecs de ses politiques de désunion nationale, dont l'ultime loi Asile et Immigration. Ainsi, veut-il «Réarmer les services publics»? Alors que SA politique reste celle de leur mise à mal et de leur casse au profit des marchés qui raffolent de SA réforme des retraites, de SA réforme de la protection sociale, de SA réforme de la santé, de SES réformes de l'école, de SA réforme de la fonction publique.

Le service public d'éducation et tous ses personnels ont de gros soucis à se faire car après avoir fait de l'Education son « domaine réservé »,

avec un ministre trop pressé laissant place à une ministre à mi-temps, le dernier grand chantier du quinquennat risque d'être sanglant. Son projet conservateur et réactionnaire, conjuguant au présent et au futur ses lubies passésistes, dessine les contours d'une Ecole de l'assignation scolaire et sociale qu'il espère finaliser pour 2027.

Alors, plus que jamais, face à la casse de nos services publics, dont celui de l'Education, **nous devons toutes et tous RESISTER**. En effet, d'autres choix sont possibles, d'autres politiques sociales, économiques, fiscales, éducatives peuvent être mises en place. Il est nécessaire de **RESISTER et d'AGIR pour ne plus subir la situation de personnels mal payés, non respectés, mal protégés, exerçant dans des conditions toujours plus dégradées**.

Pour gagner et imposer d'autres choix pour les services publics et l'Ecole, d'autres choix pour une société plus fraternelle et égalitaire, la FSU Lozère vous souhaite le meilleur à gagner pour 2024 et vous invite à construire collectivement un haut niveau de Résistance, tous ensemble, dès le samedi 20 janvier contre la «loi» Darmanin sur l'immigration et pour l'Ecole le jeudi 1^{er} février.

Hervé Fumel

Pour la FSU48

Dispensé de timbrage
MENDE CT

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

DEPOSE LE 16/01/24



SOMMAIRE

- P 2 **Un lycée accessible à tous
Haro sur le collège!**
- P 3 **Inquiétudes sur le Bac Pro
Des moyens pour l'école
inclusive**
- P 4 **Un premier degré en mode
dégradé
Le 1er février, toutes et tous
en grève**

**RASSEMBLEMENT
CONTRE LA LOI
DARMANIN**

**SAMEDI 20 JANVIER
10H30
PLACE DU FOIRAIL
MENDE**

La FSU lutte pour un lycée accessible à toutes et tous

Les lycées généraux, qui depuis leur origine étaient exclusivement réservés à l'élite bourgeoise, ont connu, durant les années 1960-1970, une ouverture sociologique plus importante, en lien avec le développement des bourses sociales et la volonté politique et patronale d'élever alors le niveau de qualification de la jeunesse française pour fournir les futurs cadres nécessaires au développement économique industriel, puis post industriel national.

Selon ce même objectif, en 1971, est créée la voie technologique pour alimenter en étudiants les IUT. Le 7 mars 1985, sont créés les baccalauréats technologiques qui ont permis à la fois une massification mais aussi une réelle démocratisation de l'accès au baccalauréat pour la jeunesse.

Or, depuis plusieurs décennies, **les choix libéraux tant politiques que patronaux, ont mis en œuvre une politique de renoncement et de destruction** en considérant que l'éducation est plus un coût qu'une chance pour l'avenir du pays. Les dernières réformes du baccalauréat et du lycée général et technologique en sont la triste preuve : moins d'heures de formation, une discrimination sociale mais aussi genrée plus forte sont les résultats du bac Blanc, seulement fait pour les 1^{ers} de cordée et leur progéniture.

Ce choix hautement politique et destructeur aboutit à mettre à mal les contenus disciplinaires, la construction

d'une culture commune collective au profit de compétences dont les acquisitions ne servent qu'à justifier une évaluation devenue permanente, largement locale et entretenant un climat d'anxiété et de tensions peu propice aux apprentissages.

Sous couvert de la liberté de choix et de l'individualisation des parcours de formation, les élèves y sont tous, et surtout toutes, perdant.es, l'organisation des enseignements entretenant la relégation des moins favorisés, socialement et scolairement.

Les personnels subissent la dégradation de leurs conditions d'enseignement à cause des injonctions et pressions normatives incessantes, d'effectifs pléthoriques, de hiérarchisations arbitrairement imposées et d'une réduction continue et drastique de l'offre d'enseignement. Le tout ne sert qu'à justifier le tri scolaire par Parcousup pour pouvoir accéder à l'enseignement supérieur.

Un autre baccalauréat, un autre lycée sont possibles pour assurer avec ambition la réussite scolaire de l'ensemble des lycéens. La FSU ne manque pas de propositions concrètes et réalistes pour y arriver. Dans l'immédiat, il faut mettre fin à une organisation élitaire des lycées pour ouvrir le supérieur à toutes et tous. La mobilisation de l'ensemble des personnels doit permettre de gagner collectivement.

Haro sur le collège !

Redoublement, port de l'uniforme, groupes de niveau, création de la prépa lycée, attaques contre l'école inclusive, voici un aperçu des mesures réactionnaires de Gabriel Attal censées sauver le collège de tous ses maux, parce qu'il faut bien l'admettre le collège reste le parent pauvre du système éducatif.

Conçues pour séduire un électorat de droite, ces mesures ne sauraient répondre aux besoins réels des collègues et des élèves. Le collège annoncé se dessine comme une machine à opérer un tri social dès la 6^{ème} entretenant les inégalités sociales et les renforçant au sein même de l'école, créant mal-être et stigmatisation chez les collégiens et dégradant encore les conditions de travail des collègues qui devront faire face à des groupes homogènes dans lesquels l'émulation n'existera pas et les difficultés scolaires et sociales seront concentrées.

Selon l'enquête PISA, au sein de l'OCDE, la France est le pays où la réussite scolaire est la plus conditionnée par l'origine sociale. Les mesures d'Attal, si elles sont poursuivies, ne vont que renforcer cet aspect.

Alors que nos classes sont les plus chargées d'Europe, la solution ne serait-elle pas à chercher ailleurs ? Comment différencier dans des classes de 30 ? Comment faire vivre l'école inclusive avec des effectifs

pléthoriques ? Comment apprendre sans enseignants en nombre suffisant ? Des effectifs réduits, des horaires disciplinaires renforcés, une véritable aide personnalisée en petits groupes, des enseignants revalorisés et impliqués dans les expérimentations mises en place, recrutés en nombre car remotivés par un métier jadis "le plus beau du monde", voilà des solutions qui ont prouvé leur efficacité ! Mais cela demande des moyens alors que l'Etat conçoit ses réformes uniquement d'un point de vue comptable. C'est une erreur, la facture c'est l'école qui la paie ! La facture, c'est la société qui la paie !

Nous exigeons de reconstruire un collège qui soit plus ambitieux pour ses jeunes, dans lequel le français ne s'apprend pas qu'en cours de français et dans lequel tous les enseignements sont reconnus et ses enseignants valorisés, un collège plus égalitaire dans lequel nous aurions tous nos chances de réussir !

Tous en grève le jeudi 1er février, pour une autre réforme ! Pour une autre école !

*Hélène Talagrand et Clémence Gouret
Pour le SNES-FSU48*



**ENGAGÉ-ES POUR
UNE AUGMENTATION
DE NOS SALAIRES**

Le BAC PRO: de Charybde en Scylla

Le bac pro a été créé en 1985 dans le but avoué de revaloriser et de désenclaver la voie pro. Il a également permis d'élever le niveau de formation de nombre d'élèves et ainsi de parvenir aux 80 % d'une classe d'âge au niveau bac.

Le bac pro se prépare maintenant en 3 ans, mais jusqu'en 2010, il fait suite à l'obtention du BEP, formation en 2 ans post troisième. Par conséquent, de 1985 jusqu'en 2010, le bac pro se prépare en 4 années après le collège.

En 2007, une première réforme ampute la formation au diplôme d'une année complète, faisant passer sa préparation de quatre à trois années. Le ministère souhaite ainsi attirer plus de futurs bacheliers (toujours vers cet objectif des 80 %) et permettre aux bacheliers pro d'accéder à l'enseignement supérieur. Le nombre de diplômés augmente certes mais la perte de cette année de formation impacte fortement les conditions de travail ainsi que les postes des personnels. Depuis, chaque ministre y va de sa petite réforme. **Le lycée pro, entre 2010 et le début des années 2020, aura été le creuset de nombreuses «expériences pédagogiques»** : après les PPCP, voici venir le temps de l'AP, EGLS, Co-intervention et autres chefs d'œuvres... Autant de sparadraps qui cherchent à pallier la perte de cette année de formation et alourdissent les conditions de travail des personnels mais aussi des élèves qui ne se retrouvent pas dans cet imbroglie de dispositifs. Et en changeant bien sûr de référentiel tous les dix ans en moyenne (2007 puis 2018) avec une exigence affirmée quant aux savoirs mais toujours en trois ans et avec moins d'heures disciplinaires spécifiques pour

laisser place «aux nouveaux dispositifs pédagogiques».

Pour finir, le ministre Blanquer nous gratifie alors d'une petite «cerise sur le gâteau» avec l'inclusion des élèves alternants au sein des classes de LP. L'enseignant.e devra jongler avec ce dispositif «boulet» supplémentaire. Dans le précédent gouvernement d'E Macron, le LP est sous la double tutelle de l'Education Nationale et du ministère du travail. Signe qui ne trompe pas. Rappelons l'objectif de notre président d'un million d'apprentis en 2027 sachant que le LP scolarise entre 650 et 700 000 élèves.

La réforme mise en place à la rentrée 2024 annonce la perte de 170h de formation sur les trois ans. Elle réduit l'année de Terminale de quatre semaines au profit de stages dits «d'insertion» à partir du mois de mai, stage prévu comme étant hors formation et donc non évalué. Les élèves pourront partir en «stage insérant» ou rester au lycée pour approfondir leurs connaissances en vue d'une poursuite d'étude. Encore un dispositif dont on ne sait... rien.

La dernière réforme de Mme Grandjean change radicalement l'esprit du bac pro. En modifiant profondément l'année de terminale, elle change l'esprit de ce dernier maintenant axé sur l'insertion professionnelle de nos élèves. **Après plus de 10 ans de casse de la voie pro, il est temps de faire entendre le sentiment des acteurs du LP : ÇA SUFFIT !**

Toutes et tous dans la rue le 1er février !

Laurent Calmels

Censure des Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) par le Conseil constitutionnel : des moyens pour l'école inclusive !!

Le Conseil Constitutionnel a censuré l'article 53 concernant les PAS (Pôle d'Appui à la Scolarité) indiquant qu'il ne s'agissait pas d'une simple disposition budgétaire mais d'un choix politique d'organisation pour la scolarisation des élèves en situation de handicap. Les PAS devaient remplacer à terme les PIALs (dispositifs mis en place pour mutualiser les moyens d'accompagnement des élèves à besoins particuliers). Avec les PAS, l'Éducation Nationale entendait aller encore plus loin dans sa vision libérale de l'inclusion en reprenant la main, face aux MDA, sur la définition et la coordination des adaptations pédagogiques, du matériel adapté et de l'intervention des personnels AESH. Pour la FSU, même si cette censure du conseil constitutionnel constitue une première avancée, il est indispensable de continuer à dénoncer les PIALs qui ont déjà été épinglés comme une entrave aux droits des élèves en situation de handicap (selon rapport de la médiatrice de l'Education Nationale de 2021, par la Défenseure des Droits en 2022 et par la commission nationale consultative des droits de l'homme en décembre dernier). **Le ministère de l'Éducation Nationale poursuit sa logique d'économies**

de moyens au détriment des élèves et des personnels AESH avec de multiples accompagnements saupoudrés et minimalistes.

Cette décision du Conseil constitutionnel renforce l'analyse de la FSU : **le ministère de l'Éducation Nationale ne concentre pas de véritables moyens budgétaires pour une école inclusive de qualité à laquelle ont droit les élèves, les familles et les personnels AESH** : reconnaissance du métier par statut de la Fonction publique, formations adaptées, salaire digne pour vivre de son métier. La FSU va continuer à réclamer l'arrêt des PIALs et des moyens dignes pour l'inclusion et les personnels qui l'assurent au quotidien. Pour cela, elle appelle AESH et enseignant.es à se mobiliser en nombre le 1er février contre l'acte 2 de l'École inclusive et notamment son projet de fusion des AESH et des AED.

*Florence Lazes et Yaël Evrard
Pour la FSU-SNUipp 48*

Casse de l'école publique, dégradation des conditions de travail et salaire : En grève et dans la rue le 1er février

Les attaques subies par l'école primaire ces dernières années ont exacerbé les inégalités de réussite scolaire en fonction de l'origine sociale. Les annonces de l'ex- ministre Attal le 5 décembre dernier constituent une des pièces majeures du puzzle d'une école encore plus inégalitaire qui aggrave le tri social :

Nouvelle modification des programmes de la maternelle au CE2 dès la prochaine rentrée, révision du socle commun, labellisation des manuels en maths et français en CP et CE1, développement des stages de remise à niveau conditionnant le passage en classe supérieure, comparaisons par les tests standardisés généralisés... autant de mesures pour le premier degré qui réduisent l'ambition scolaire et mettent à mal la professionnalité enseignante.

Pour justifier ses choix, le ministère s'affranchit des consensus issus de la recherche alors que :

Non, les dernières politiques éducatives n'ont pas amélioré les résultats de l'école primaire, au contraire !

Non le redoublement ne permet globalement pas sur le long terme de lutter contre les difficultés d'apprentissage, d'autres solutions portées par la FSU existent !

Non les groupes de niveau ne permettent pas de réduire les inégalités scolaires, ils les accroissent !

Non les manuels actuellement promus par le ministère, et qui risquent d'être imposés en lecture au CP et CE1, n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Laissons la pleine liberté pédagogique aux enseignant.es expert.es !

Maniant le double discours, G. Attal écrit aux enseignant.es que "de réforme en réforme, l'autorité de [leur] expertise pédagogique a pu être progressivement affaiblie" tout en continuant dans la politique de mise au pas

de leurs métiers. La labellisation des manuels et leur imposition en CP et CE1 sont un fait jamais vu dans l'histoire hors sous le ministère Guizot au 19^e et sous gouvernement de Vichy qui avait établi une liste de livres "exclusivement autorisés". Le poids renforcé donné aux évaluations nationales dessaisit les enseignant.es de leur expertise et vise à la mise en place de groupe de niveau sans le dire explicitement.

Alors que partout l'inclusion est rendue très difficile faute de moyens alloués par le ministère, que les effectifs débordent, que les remplacements ne sont pas assurés, le désormais ex-ministre de l'Education Nationale veut transformer le métier enseignant et instaurer une école encore plus inégalitaire, une école du tri social.

Le tout dans un contexte salarial toujours aussi insatisfaisant pour les personnels.

Ces choix sont à l'opposé du projet que porte la FSU, un projet émancipateur et démocratisant pour l'école. Un projet ambitieux qui nécessite non pas des discours de façade mais de réels moyens et la volonté d'une école de la réussite pour toutes et tous, quelle que soit l'origine sociale.

En Lozère c'est une dotation négative qui se profile. Actuellement, le Dasen de la Lozère a alerté les trois-quarts des écoles du département dont la totalité des écoles de 6 classes et plus, et 80 % des écoles à 3 classes.

Poursuivre cette mobilisation est nécessaire pour exiger une autre politique éducative. Ainsi, la FSU48 appelle à se mettre en grève le 1er février prochain pour exiger l'annulation définitive des suppressions de postes, un recrutement à hauteur des besoins pour permettre une inclusion respectueuse des élèves comme des personnels, une augmentation de 300 euros de tous les salaires dès maintenant.

Christian RAMEAU et David ANTUNES

**Grève unitaire le jeudi 1^{er} février 2024
MENDE, Place Urbain V, 10h 30
Rassemblement puis manifestation**

Appel FSU, FNEC FP - FO, CGT Educ'action et Sud éducation

**Salaires, postes, conditions de travail,
réformes : éducation en danger**

- ⇒ Contre la faiblesse des salaires / **Pour une augmentation significative de la valeur du point d'indice / Pour l'abandon du Pacte**
- ⇒ Contre la transformation des carrières / **Pour une carrière attractive pour tous les personnels**
- ⇒ Contre la dégradation des conditions d'enseignement et d'éducation
- ⇒ Contre la suppression de 1700 postes programmée au budget 2024 / **Pour la création de postes pour plus et mieux d'Ecole**
- ⇒ Contre la formation continue saccagée / **Pour une formation continue répondant aux réels besoins des personnels**
- ⇒ Contre la casse de l'enseignement spécialisé et adapté / **Pour la création des places et des postes nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux**
- ⇒ Contre la situation actuelle de l'école inclusive / **Pour un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et des moyens humains à hauteur des besoins**
- ⇒ Contre le projet de fusion des AESH et des AED et la mise en place des PAS
- ⇒ Contre la réforme imposée de l'enseignement professionnel / **Pour un enseignement professionnel ambitieux pour la formation des élèves et les conditions de travail des personnels**